

Jacques Gobert

«Les diversifications menées par les intercommunales sont nécessaires»

LES PHRASES CLÉS

«Je n'ai jamais été choqué par les investissements de Publifin dans la presse dans le sud de la France à partir du moment où cela sert la cause financière des propriétaires de l'intercommunale.»

«Les diversifications sont nécessaires pour répartir les risques financiers et maintenir les dividendes des communes.»

«À partir du moment où Stéphane Moreau a été désigné à la tête de Nethys indépendamment de son mandat politique, il faut rester dans des niveaux de rémunérations comparables au privé.»

INTERVIEW

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

À la tête de l'Union des villes et communes de Wallonie (UVCW), Jacques Gobert, bourgmestre socialiste de La Louvière, attend avec une certaine impatience les recommandations qui seront prochainement rendues par la commission d'enquête Publifin. Si l'homme refuse de se prononcer sur le fond du dossier, il défend néanmoins la stratégie de diversification menée par Stéphane Moreau, le CEO de Nethys. «Ces diversifications menées par les intercommunales sont nécessaires pour maintenir les dividendes des communes.» Quant au salaire du CEO de Nethys, il ne le juge pas scandaleux.

En tant que président de l'UVCW, êtes-vous révolté face au scandale Publifin?

Ce n'est pas mon rôle d'émettre un jugement dans le scandale Publifin. Ma principale préoccupation est surtout de faire en sorte que le modèle de l'intercommunale ne soit pas entaché parce qu'il y a eu cette affaire. Nous considérons que le modèle de l'intercommunale est un modèle de référence pour de nombreuses communes et pour de nombreuses matières qui sont gérées pas des communes. Toutes les communes n'ont pas toujours la taille et les ressources pour gérer toutes les matières. Une supracommunalité dans des domaines

comme la gestion de l'eau ou des déchets est donc indispensable.

Mais en investissant dans l'éolien offshore, les assurances, la presse dans le sud de la France comme l'a fait Publifin, le modèle n'a-t-il pas été perverti par l'utilisateur? Est-ce le rôle d'une commune d'investir dans la presse française?

Je n'ai jamais été choqué par les investissements de Publifin dans la presse dans le sud de la France à partir du moment où cela sert la cause financière des propriétaires de l'intercommunale. Aider le citoyen, c'est aussi permettre aux communes d'avoir un retour financier suffisant afin de répondre aux besoins. Je gère l'intercommunale Idea et là aussi nous investissons dans l'éolien et pas forcément sur des projets qui sont situés sur notre territoire. Ces diversifications menées par les intercommunales sont nécessaires pour répartir les risques financiers et maintenir les dividendes des communes. Ce n'est pas une mauvaise chose en soi de capter de nouveaux moyens financiers.

Le métier de base de l'intercommunale, comme gérer des piscines ou des crèches, n'est donc plus rentable?

Si c'était rentable, on n'aurait pas besoin d'intercommunales... Le privé le ferait. Si le public se substitue au privé, c'est qu'il y a un problème de rentabilité. La diversification est donc obligatoire si les communes veulent maintenir leur niveau de rémunération.

Redoutez-vous les recommandations que pourrait faire la commission d'enquête parlementaire sur Publifin?

J'espère qu'elle n'ira pas jusqu'à interdire aux intercommunales ces diversifications. Le métier de base, c'est fort bien, mais si on se limite aux missions, cela va poser des soucis économiques. Je vais prendre l'intercommunale Idea que je connais bien. Sa mission consiste à dépolluer, viabiliser et revendre des terrains à des prix assez bas. Il y a un besoin de moyens financiers pour être un levier économique. Je ne crains pas les recommandations mais j'espère que la commission tiendra compte des intérêts des propriétaires des intercommunales et n'ira pas jusqu'à interdire aux intercommunales de se diversifier. Nous réclamons d'ailleurs ce droit de propriété.

Que faut-il mettre en place pour éviter de nouveaux scandales?

Il faut renforcer les protections pour que des situations comme Publifin ne se produisent plus. L'UVCW est favorable à la mise en place de balises sur les rémunérations des administrateurs. Nous sommes plus prudents sur le nombre d'administrateurs. Il est important qu'une intercommunale ne se coupe pas de son territoire. La commission d'enquête ne doit pas réagir à chaud comme trop souvent on le fait dans ce genre de situation dramatique. D'autant que de nombreuses balises existent déjà à travers le code de la démocratie locale. Il est important que les propriétaires continuent à avoir leur mot à dire sur l'organisation de l'intercommunale.

Mais l'exemple de Publifin a démontré que les communes sont éloignées du centre décisionnel

C'est le modèle Publifin et les filiales en cascade qui a voulu cela. Ce n'est pas le modèle de référence en Wallonie. Je ne vais pas vous dire qu'il faut en finir avec les filiales. Nous en avons chez Idea. Le problème se pose pour les filiales privées. Le pouvoir public doit garder la main et avoir un droit de regard. Il est évident que le contrôle par les associés communaux doit être renforcé et les assemblées générales des intercommunales doivent être préparées au sein des conseils communaux. Nous proposons que tous les trois ans, à la veille des plans stratégiques des intercommunales, soit organisée une réunion avec les communes pour expliquer les enjeux stratégiques de l'intercommunale.

En tant que socialiste, les rémunérations de Stéphane Moreau vous posent-elles un problème?

Il faut replacer les choses dans leur contexte. Il est là en tant que CEO d'une structure comparable, en termes de taille, à une grosse boîte privée. Quand je vois les rémunérations octroyées dans le privé pour des entreprises de taille équivalente, cela semble être la norme. C'est le marché qui le veut. C'est l'offre et la demande. Je ne suis pas choqué par cela. À partir du moment où Stéphane Moreau a été désigné indépendamment de son mandat politique, il faut rester dans des niveaux de rémunérations comparables au privé. Après, il est probable que le million soit surfait. Cela me choque moins d'avoir un responsable d'une entité comme celle-là rémunéré correctement que les rémunérations élevées de président et vice-présidents qui sont là par leurs mandats politiques.

FINANCES LOCALES POUR UNE PÉRÉQUATION CADASTRALE

Sur le front des finances communales, l'Union des villes et communes de Wallonie (UVCW) tire à nouveau la sonnette d'alarme. *«La situation financière des pouvoirs locaux se détériore. Le solde des communes à l'exercice global (2015) est passé à 332 millions contre 457 millions en 2014. C'est un déclin régulier. Les investissements sont aussi en recul. De 2010 à 2015, ils sont passés de 20% à 13% des dépenses communales»,* fustige Jacques Gobert. Parmi les causes, l'association, qui regroupe les 262 communes de Wallonie, pointe les transferts de charges vers les pouvoirs locaux et les manques à gagner en raison de décisions du Fédéral et de la Région wallonne. Pour 2017, l'UVCW a fait ses comptes: 215,3 millions. *«Le tax shift fait par exemple perdre aux communes 18 millions cette année et on culminera à 94 millions en 2021. La suppression de la taxe pylônes fera, elle, perdre 6 millions.»*

Dans ce contexte, **les communes plaident pour une révision de la matrice cadastrale des habitations.** Cette péréquation cadastrale n'a plus été faite depuis 1980. *«Cela représente un manque à gagner de 45,8 millions»,* explique Jacques Gobert qui vient de mener une révision volontaire sur sa commune de La Louvière. *«Sur base des expériences d'autres communes, les recettes à La Louvière vont augmenter de 15%. Mais c'est sur une base volontaire! Il faudrait généraliser cette révision à l'ensemble de la Wallonie.»*



«Je n'ai jamais été choqué par les investissements de Publifin dans la presse dans le sud de la France.»